

Findings

Région Afrique . Numéro 76 . Mai 2002

Bulletin d'information sur
les meilleures pratiques



Le Bulletin d'information sur les meilleures pratiques présente les résultats opérationnels des analyses économiques et sectorielles réalisées par la Banque mondiale et les gouvernements membres dans la Région Afrique. Ce bulletin est une publication mensuelle du Centre pour la gestion de l'information et de la connaissance (*Knowledge and Learning Center*)

Niger : Le Projet de Gestion des Ressources naturelles

Le Projet de Gestion des Ressources naturelles (1996-2002), avait pour but de fournir une assistance au gouvernement du Niger pour (a) aider les communautés rurales à concevoir et à mettre en œuvre des plans de gestion à base communautaire des terroirs en leur fournissant les ressources nécessaires en matière de savoir-faire, d'information, de ressources techniques et financières, et un cadre institutionnel et juridique approprié pour leur mise en œuvre; et (b) aider l'Emprunteur à développer les capacités nécessaires pour promouvoir, assister et coordonner diverses initiatives de gestion des ressources naturelles dans le cadre d'un programme national de long terme. Le projet était initialement prévu pour se dérouler dans 5 districts choisis dans différentes régions du pays (Say, Boboye, Dogondoutchi, Tessaoua, et Gouré), et étendu plus tard à d'autres régions du pays s'il était un succès. La conception du projet a tiré profit de l'expérience acquise au Niger et dans la sous-région par la Banque et d'autres donateurs (multilatéraux et bilatéraux) en matière d'opérations à base communautaire et de gestion des ressources naturelles. Pendant la première phase (1996 -1999), les efforts se sont concentrés sur le développement des capacités au niveau institutionnel et des communautés, et en janvier 2000, lorsque le MTR a été mis en application, les 95 communautés initialement ciblées pour l'exécution du projet avaient rédigé leurs plans de développement communautaire comprenant le CBNRM (Gestion à base communautaire des Ressources naturelles). Un épisode de disette alimentaire aiguë en 1998 eut pour conséquence la réorientation de ces plans vers la sécurité alimentaire d'abord, et la création de banques de céréales à gestion communautaire. A la revue à mi-parcours (janvier 2000), l'approvisionnement communautaire fut introduite, et l'exécution du projet fut étendue à 30 autres communautés, portant le nombre total de bénéficiaires à un demi-million.

Impact sur le terrain

- Depuis la revue à mi-parcours, qui a eu lieu (en février 2000), et après l'introduction de l'approvisionnement communautaire, les activités de conservation des sols et de l'eau (une occupation de saison sèche), se sont accrues de 20 ha en 1998, 316 en 1999, 1093 en 2000 et jusqu'à 423 jusqu'à la fin de l'année civile 2001 (la saison sèche dure jusqu' en fin mai).
- Des pratiques d'amélioration de la fertilité des sols ont été appliquées sur 207 ha en 1999, 5951 en 2000, 13.379 ha en 2001; la fixation des dunes, qui a été effectuée sur plus de 10 ha en 1998 et 59 en 1999, a atteint 380 en 2000, et 452 en 2001; le nombre d'arbres plantés pour des haies, des brise-vents et pour l'ombre a augmenté de 2880 en 1998 à 125.958 en 2001.
- Ces réalisations ont été facilitées en partie par la fourniture de 994 chariots à bœufs, en plus des 1303 distribués dans le cadre de ce projet au cours des années précédentes. Ces équipements sont essentiels pour le transport des outils, engrais, intrants agricoles, récoltes, matériaux de construction et d'aménagement nécessaires pour la conservation des sols et de l'eau. La plupart de ces chariots ont été attribués à des personnes pauvres (femmes et jeunes) identifiées par les communautés, qui ont fourni leur contribution obligatoire sous forme de travail, et rembourseront leur communauté pour le solde du crédit.
- Concernant le renforcement des capacités au niveau des villages, 514 centres d'alphabétisation des adultes ont été ouverts en 2001 contre 251 en 2000, 249 en 1999, et 153 en 1998, chacun avec une fréquentation de 20 à 40 personnes.

Les leçons apprises

- Le premier défi rencontré avec ce projet en ce qui concerne la pérennisation a été celui de convaincre les communautés de s'engager dans le CBNRM sans recevoir du projet aucun appui spécifique en termes d'incitation (telle que la formule «nourriture contre travail», pratiquée jusqu'ici par tous les projets de ce genre) et sans utiliser de grosses machines. Il a été constaté que durant la disette et jusqu'à la création des banques de céréales à gestion communautaire, presque aucun résultat n'a été réalisé. Mais pendant la disette de 2001, les communautés bénéficiaires ont pu entreprendre de vastes opérations de CBNRM parce que la sécurité alimentaire instaurée rendait sans objet l'exode des travailleurs hommes vers les pays côtiers, si bien que la main d'œuvre restait disponible sur place pour les opérations de NRM pendant la saison sèche lorsque les récoltes avaient été moissonnées. La détérioration de l'environnement, habituellement reconnue pendant les exercices initiaux de diagnostic participatif comme étant le premier ou le second problème majeur pour le développement ou même la survie de la communauté, a été abordée toutes les fois où la question la plus pressante de la sécurité alimentaire avait été résolue.
- Le second défi pour le développement communautaire et l'approvisionnement communautaire était le faible taux d'alphabétisation dans les régions rurales du Niger où beaucoup de communautés de 2 à 5000 personnes doivent compter sur une poignée de membres ayant reçu une éducation élémentaire, et dans certains cas, seulement un jeune homme ayant cette capacité. Il a été constaté pendant la deuxième phase de l'exécution du projet (en 2000 et après) que les communautés, après avoir été correctement formées aux procédures d'approvisionnement communautaire dans la langue locale, s'avéraient parfaitement capables de lancer des appels d'offres, de choisir les adjudicataires et de passer des contrats avec des fournisseurs pour l'approvisionnement en biens et services. La raison de l'adjudication compétitive a été rapidement comprise et adoptée.
- Il s'est avéré nécessaire, au moment de la revue à mi-parcours, d'encourager fortement le personnel du projet à abandonner ses habitudes bureaucratiques, et à consacrer la majeure partie de son temps à l'interaction directe avec les communautés. Quelques temps après, cet effort était récompensé par une nouvelle reconnaissance par les communautés des contributions du personnel, et par des résultats techniques relativement impressionnants sur le terrain. Le ferme appui des niveaux les plus élevés du gouvernement et la supervision étroite à la fois par le personnel de la Mission résidente et du Siège ont contribué à produire ce changement de comportement.
- Un investissement relativement modeste dans la communication (US\$ 10.000 pour la production d'un film documentaire vidéo de 40 min. sur les activités du projet sur le terrain et sur les procédures de l'approvisionnement communautaire), a produit un fort rendement en termes d'intérêt public lorsque le film a été diffusé sur le réseau national de TV, en suscitant la prise de conscience et en attirant des réactions de la part des leaders d'opinions et des décideurs.
- Les travaux d'assainissement basés sur la main d'œuvre locale et de conservation des sols et de l'eau, qui sont reproductibles et soutenables au niveau communautaire, même dans des situations de pauvreté extrême, répondent à des préoccupations dont les communautés rurales sont profondément conscientes, mais auxquelles elles ne peuvent s'attaquer que lorsque les problèmes essentiels de la sécurité alimentaire ont été résolus. L'appui au développement du transport à traction animale (principalement des chariots à bœufs d'une valeur de US\$ 400) par l'octroi de crédits à court terme garantis par la communauté résout le problème majeur du transport des matériaux lourds et encombrants (récoltes, engrais, résidus de récolte, matériaux de construction) sur de longues distances en direction et en provenance des villages, et fournit aux bénéficiaires un tremplin pour sortir de la pauvreté parce que le transport est une source de revenu quotidien payé comptant.
- La plupart des communautés ont démontré leur capacité à gérer les Fonds de Développement Communautaire institués dans le cadre du projet, en veillant à ce que les bénéficiaires remboursent leurs prêts (pour lesquels les communautés ont initialement fourni la caution solidaire) au FDC et non au projet. Les FDC ainsi établis financent à présent de leurs propres ressources 30% de tous les investissements de la communauté, ce qui constitue une bonne base vers la durabilité du développement communautaire.

Cet Infobrief est basé sur les informations fournies par le Chef d'équipe des tâches du projet, Noël Chabeuf, qui peut être contacté pour de plus amples informations à l'adresse: nchabeuf@worldbank.org

Les personnes accédant au site Web externe de la Banque peuvent obtenir plus d'informations en cliquant sur **Development Topics**, puis sur **Rural Development and Agriculture**, puis sur **NRM**. Le personnel de la Banque peut accéder au même site en cliquant sur **Sectors**, puis sur **Rural Development and Agriculture**, puis sur **Natural Resources Management**.